

# SOMMAIRE

<b>DOSSIER SPECIAL</b>	<b>5</b>
EDITORIAL	5
PRESIDENCE FRANCAISE DE L'UE ET BILAN EN MATIERE DE JUSTICE	7
<b>POINT SUR...</b>	<b>25</b>
LE PROJET COMMUNAUTAIRE DE CRÉATION D'UNE JURIDICTION EUROPÉENNE DES BREVETS	26
<b>L'ACTUALITE DU DROIT COMMUNAUTAIRE</b>	<b>31</b>
<b>BIBLIOTHEQUE</b>	<b>85</b>
<b>INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>93</b>
NOS FORMATIONS	94
NOS PARTENAIRES	95
ABONNEMENT	96

## **PRESIDENCE FRANCAISE DE L'UE ET BILAN EN MATIERE DE JUSTICE**

### **La Présidence française de l'Union européenne et la Justice**

| Daniel Lecrubier\* |

Conseiller à la Représentation permanente de la France  
auprès de l'Union européenne,  
Chef du service Justice et Affaires intérieures

**8**

### **Un outil essentiel pour la coopération judiciaire civile : le Réseau judiciaire en matière civile et commerciale**

| Claudine Jacob\* |

Magistrate, Conseillère justice à la Représentation permanente de la France  
auprès de l'Union européenne

| Karima Zouaoui \* |

Magistrate, Point de contact français du Réseau judiciaire européen  
en matière civile et commerciale

**11**

### **Décisions concernant Eurojust et le Réseau Judiciaire Européen en matière pénale**

| Frédéric Baab\* |

Magistrat, Conseiller pour la justice pénale à la Représentation permanente  
de la France auprès de l'Union européenne

**14**

### **Le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS)**

| Claire Rocheteau\* |

Conseillère justice à la Représentation permanente de la France  
auprès de l'Union européenne

**17**

### **Parfaire l'espace judiciaire européen : la formation des magistrats et autres personnels de justice, l'E-Justice européenne**

| Emmanuel Barbe\* |

Magistrat

**20**

\* Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne peuvent pas être considérées comme une prise de position de la Commission européenne.

### Le projet communautaire de création d'une juridiction européenne des brevets

I Bertrand Warusfel\*\* I

Avocat au barreau de Paris (cabinet FWPA),

Professeur à l'Université de Lille 2,

Expert français auprès du sous-comité « Brevets » du CCBE

26

\*\* Les observations contenues dans cet article appartiennent à leurs auteurs et n'engagent pas d'autres organismes ou personnes.

<b>CONCURRENCE</b>	<b>34</b>
Législation sur les aides d'Etat, Juridictions nationales, Application, Communication	34
Aides d'Etat, Secteur bancaire, Actifs dépréciés, Communication	34
Organisme d'assurance maladie, Affiliation obligatoire, Restriction, Arrêt de la Cour	35
Aides d'Etat, Difficultés sérieuses, Examen approfondi, Arrêt de la Cour	36
Aides d'Etat, Aéroport de Charleroi, Ryanair, Critère de l' « investisseur privé », Arrêt du Tribunal	37
Référé, Demande de mesures provisoires, Irrecevabilité, Ordonnance du Président du Tribunal	38
<b>CONSOMMATION</b>	<b>39</b>
Multipropriété en temps partagé, Directive	39
<b>DROIT COMMUNAUTAIRE GENERAL</b>	<b>40</b>
Règlement, Publication, Opposabilité, Confidentialité, Arrêt de la Cour	40
<b>ENVIRONNEMENT / ENERGIE</b>	<b>41</b>
PED, Catastrophes naturelles ou d'origine humaine, Réduction des risques et prévention, Communications de la Commission	41
Système d'échange de quotas de CO2, Secteurs industriels inclus ou non, Egalité de traitement, Arrêt de la Cour	42
OGM, Lieu de la dissémination, Confidentialité, Arrêt de la Cour	42
<b>FINANCES</b>	<b>44</b>
Systèmes de garantie des dépôts, Directive	44
<b>FISCALITE / DOUANES</b>	<b>44</b>
Lutte contre la fraude à la TVA, Coopération administrative, Directive et Règlement	44
Produits soumis à accises, Système électronique EMCS, Directive	44
Coopération administrative, Assistance mutuelle, Propositions de directives	45
TVA, Facturation électronique, Proposition de directive et Communication	45
Arrondissement des montants de la TVA, Méthodes et niveaux, Arrêt de la Cour	46
Notion de « participation dans le capital d'une société », Détention de parts en usufruit, Arrêt de la Cour	47
Transmissions patrimoniales, Actes juridiques instrumentaires, Ordonnance de la Cour	48

<b>JUSTICE, LIBERTE ET SECURITE</b>	<b>49</b>
Terrorisme et droits fondamentaux au sein de l'UE, Document de travail de la Commission	49
Protection juridique des bases de données, Notions d'extraction et de partie substantielle du contenu d'une base de données, Arrêt de la Cour	50
Protection internationale, Conditions d'octroi d'un permis de séjour temporaire, Menaces graves et individuelles, Violence aveugle en cas de conflit armé, Arrêt de la Cour	51
Accords de Schengen, <i>Ne bis in idem</i> , Notion de « définitivement jugé », Arrêt de la Cour	52
Principe « <i>ne bis in idem</i> », Condamnation par contumace, Sanction ne pouvant plus être exécutée, Arrêt de la Cour	54
Traitement et conservation des données personnelles, Registre centralisé des étrangers, Arrêt de la Cour	55
Données fiscales à caractère personnel, Protection, Liberté de la presse, Arrêt de la Cour	56
Sentences arbitrales étrangères, Reconnaissance et exécution, Convention de New York, Arrêt de la Cour	57
Procédure d'insolvabilité, Juridiction compétente, Arrêt de la Cour	58
Demande d'asile, Transfert, Recours suspensif, Arrêt de la Cour	58
<b>LIBERTE D'ETABLISSEMENT</b>	<b>60</b>
Imposition des personnes morales, Précompte mobilier, Absence de perception pour les sociétés résidentes, Arrêt de la Cour	60
Transfert de siège d'une société, Application du droit national, Refus, Arrêt de la Cour	61
<b>LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX</b>	<b>62</b>
Organisme d'intérêt général, Déductibilité des dons, Arrêt de la Cour	62
Droits de succession, Double imposition, Arrêt de la Cour	63
Participation dans des sociétés non résidentes, Dépréciation, Droit à déduction, Arrêt de la Cour	64
<b>LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES</b>	<b>66</b>
Protection des consommateurs, Contrats à distance, Délai de rétractation, Arrêt de la Cour	66
Notion de « médicament par fonction », Directive modifiée, Produits frontières, Arrêt de la Cour	67
<b>LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES</b>	<b>69</b>
Reconnaissance des diplômes, Titre d'études, Ingénieur, Arrêt de la Cour	69
Directive 2006/100/CE, France, Non transposition dans les délais, Arrêt de la Cour	69

<b>MARCHE INTERIEUR</b>	<b>70</b>
Directive 2006/24/CE, Conservation des données, Recours en annulation, Arrêt de la Cour	70
<b>MARCHES PUBLICS</b>	<b>71</b>
Causes d'exclusion, Qualités professionnelles de l'entrepreneur, Arrêt de la Cour	71
<b>PROCEDURE</b>	<b>72</b>
Recours en annulation, Délai de recours, Point de départ, Ordonnance de la Cour	72
<b>PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>	<b>73</b>
Marque communautaire, Reconditionnement de produits pharmaceutiques, Conditions, Arrêt de la Cour	73
Droits voisins des droits d'auteur, Portée et durée de la protection, Arrêt de la Cour	74
Marque communautaire, Notion « d'usage sérieux », Objets publicitaires, Arrêt de la Cour	74
Violation de droits de propriété intellectuelle, Destruction de marchandises, Sanction nationale, Arrêt de la Cour	75
Marque communautaire, Appellations « Bud », Procédure d'opposition, Arrêt de la Cour	76
<b>SOCIAL</b>	<b>78</b>
Temps de travail, Congé annuel, Congé de maladie, Indemnisation, Arrêt de la Cour	78
Notion de « transfert » d'entreprises, Maintien des droits des salariés, Arrêt de la Cour	79
Licenciement pour cause de départ à la retraite, Conditions, Arrêt de la Cour	80
<b>TRANSPORTS</b>	<b>81</b>
Transport routier, Infractions aux règles sociales, Directive	81
Annulation de vol, Obligation d'indemnisation, Circonstances extraordinaires, Arrêt de la Cour	81